



FONDS EUROPÉENS

Mobiliser L'EUROPE EN ÎLE- DE-FRANCE





04 **L'ESSENTIEL**
LA RÉGION ET L'EUROPE
EN 3 QUESTIONS

CHIFFRES
PANORAMA DES FONDS EUROPÉENS
EN ÎLE-DE-FRANCE
GÉRÉS PAR LA RÉGION

06

08 **DÉCRYPTAGE**
UNE POLITIQUE DE COHÉSION :
L'EUROPE INVESTIT
AU SEIN DES TERRITOIRES

FOCUS
UNE POLITIQUE D'INNOVATION
À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

11

12 **REPORTAGE**
ENVIRONNEMENT, RURALITÉ,
QUARTIERS: L'EUROPE AU SERVICE
DES TERRITOIRES FRANCILIENS

TÉMOIGNAGES
REGARDS CROISÉS
SUR UNE EUROPE
SOLIDAIRE ET SOCIALE

16

La Région et l'Europe en 3 questions

La Région Île-de-France met en œuvre les grands objectifs européens à l'échelon régional : faciliter le retour à l'emploi, investir dans la recherche et l'innovation, faire face aux enjeux climatiques, lutter contre la pauvreté...

QUE FAIT L'UNION EUROPÉENNE EN ÎLE-DE-FRANCE?



Depuis 2014, l'Union européenne confie 541 millions d'euros de fonds européens à la Région Île-de-France pour investir dans la recherche et le développement économique, promouvoir l'éducation et la formation professionnelle, lutter contre les disparités sociales, encourager la transition énergétique ou encore soutenir l'agriculture durable.

L'Union européenne transfère aussi des fonds à l'État pour l'emploi et l'inclusion ainsi qu'à des entreprises, des associations ou des collectivités territoriales franciliennes pour des projets de coopération interrégionale (Interreg) ou des projets hautement innovants dans différents domaines : éducation et formation (Erasmus+), innovation et recherche (Horizon 2020, Banque européenne d'investissement), environnement (Life), culture (Europe créative, Europe pour les citoyens), transports...

QUEL EST LE RÔLE DE LA RÉGION?



Elle engage des fonds européens pour soutenir des projets sur le territoire francilien et sur le bassin de la Seine.



Elle accompagne et oriente les associations, les entreprises et les structures publiques demandeuses de fonds européens aux différents stades de leurs projets.



Elle appuie les acteurs franciliens lors de leur candidature à différents programmes de financements européens : Erasmus+ pour les sujets d'éducation et de recherche, Life pour les projets environnementaux, Horizon 2020 pour l'innovation, Interreg pour la coopération interrégionale...



Avec plusieurs départements franciliens, la Région est présente à Bruxelles auprès du Parlement européen et de la Commission européenne. Elle y est représentée par le bureau Île-de-France Europe, qui a pour mission de promouvoir les intérêts du territoire.

QUELS SONT LES 3 FONDS EUROPÉENS GÉRÉS PAR LA RÉGION?



Le Fonds social européen (FSE) finance principalement des dispositifs de création d'entreprise, d'aide à l'emploi et à la réinsertion. Il soutient aussi largement la lutte contre le décrochage scolaire et l'emploi des jeunes.



Le Fonds européen de développement régional (FEDER) soutient la compétitivité des PME, l'innovation, la recherche, le numérique et la transition énergétique.

Il participe aussi à une gestion plus durable de la Seine.

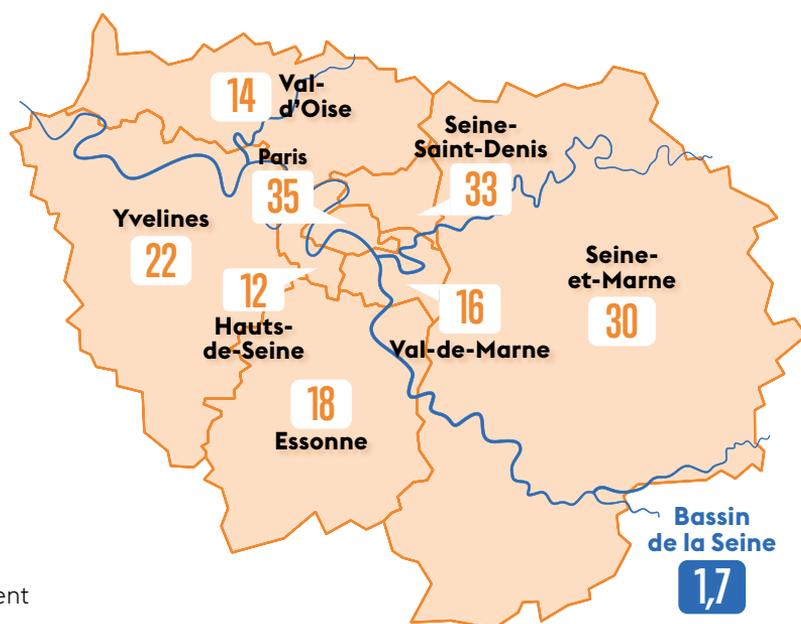


Le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) participe au développement des territoires ruraux, agricoles et forestiers.

Panorama des fonds européens en Île-de-France gérés par la Région

LES PROJETS SOUTENUS PAR LES FONDS EUROPÉENS
GÉRÉS PAR LA RÉGION ENTRE 2014 ET 2019

378 millions d'euros investis
par l'Union européenne dont...



Par département
En millions d'euros

15

territoires

politique de la ville
soutenus par les fonds
européens



5

territoires ruraux

prioritairement soutenus
par les fonds européens



3

académies soutenues,

la CCI Paris Île-de-France
et la DRIEE* Île-de-France



* Direction régionale de l'environnement
et de l'énergie

EN ÎLE-DE-FRANCE, DEPUIS 2014, L'EUROPE A FINANCÉ NOTAMMENT :

La formation
de plus de
45 000
demandeurs
d'emploi



La formation
de plus de
19 000
créateurs
d'entreprise



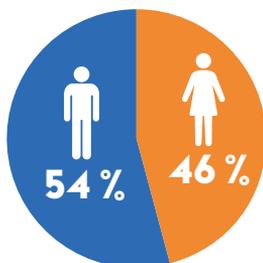
Le soutien
à l'éducation
de plus de
45 000
jeunes



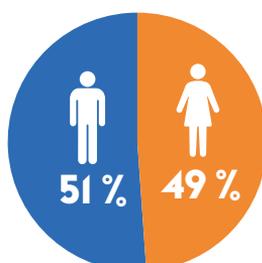
La rénovation
énergétique
des logements
de plus de
1 700
ménages



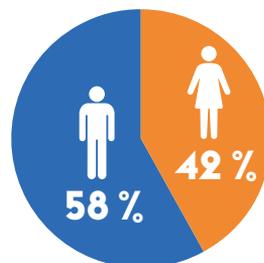
Les fonds européens
ont accompagné :



Sur l'accompagnement
des demandeurs d'emploi



Sur la formation
des créateurs d'entreprise



Une politique de cohésion : l'Europe investit au sein des territoires

L'Union européenne investit localement par l'intermédiaire des fonds gérés par la Région et par la coopération territoriale européenne. Elle favorise ainsi le développement économique, la protection de l'environnement ou encore l'inclusion sociale sur le territoire francilien.



© Ensemble pour le développement humain

L'association Ensemble pour le développement humain est soutenue par l'Union européenne pour lutter contre le décrochage scolaire à Villiers-le-Bel (95).

Le Fonds social européen (FSE)

visé à offrir des perspectives professionnelles plus équitables à tous les citoyens de l'Union européenne. Il soutient des projets d'insertion socioprofessionnelle, d'inclusion et de création d'entreprise. L'État et la Région Île-de-France gèrent au titre de ce fonds une enveloppe de 630 millions d'euros. Cette somme permet de cofinancer sur le territoire francilien des projets de lutte contre la pauvreté, d'inclusion sociale, de formation professionnelle ou de lutte contre le décrochage scolaire. Ainsi, en Seine-Saint-Denis, des fonds européens sont mobilisés spécifiquement pour l'emploi des moins de 25 ans.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Grâce au FSE :

En Seine-Saint-Denis (93), les jeunes sans emploi bénéficient d'une formation qualifiante aux métiers du numérique.

À Melun et Dammarie-les-Lys (77), un centre d'affaires dans les quartiers accueille des jeunes créateurs d'entreprise pour les accompagner dans leur projet entrepreneurial.

À Fleury-Mérogis (91), Fresnes (94) et Bois-d'Arcy (78), le Fonds social européen permet de former des détenus et de les préparer à leur réinsertion.



© Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise - L. Defrocourt

À Cergy-Pontoise (95), LabBoîte est un lieu partagé dédié à la fabrication numérique.

Le Fonds européen de développement régional (FEDER)

contribue à renforcer la cohésion économique et sociale entre les États membres et à corriger certains déséquilibres entre les territoires. La Région Île-de-France gère dans ce cadre un budget de 185 millions d'euros destiné au soutien de projets qui répondent à l'urgence environnementale ou qui permettent le développement des quartiers prioritaires. En Île-de-France, le FEDER soutient également le développement d'entreprises ou de projets innovants.



© Getty Images/Stockphoto/Fabienne Harris

La Région Île-de-France bénéficie de 58 millions d'euros pour le soutien au développement des territoires ruraux de fonds européens.

Le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER)

contribue au développement des territoires ruraux. La Région Île-de-France en reçoit près de 58 millions d'euros, qui lui permettent de soutenir l'installation des jeunes agriculteurs, la modernisation des exploitations agricoles et des sites forestiers, ou encore le développement de l'agriculture biologique.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Grâce au FEDER :

L'Union européenne et la Région Île-de-France installent le Wifi.

Et pour la rentrée 2019-2020, 160 000 tablettes et 38 500 ordinateurs ont été financés et remis aux élèves et enseignants des lycées qui ont décidé de passer au tout numérique.

À Valentigney (94) et à La Rochette (77), des maisons médicales sont créées pour améliorer l'accès des habitants aux services de santé.

Des fablabs et des ateliers de fabrication numérique sont à la disposition des habitants : LabBoîte à Cergy-Pontoise (95), la Fabrique numérique de Gonesse (95), Sénart'Lab, Ma fabrique mobile de Seine-Amont (77), Transene Creative Lab aux Mureaux (78).

LE SAVIEZ-VOUS ?

Grâce au FEADER :

Pour concilier la préservation de la biodiversité et les pratiques agricoles sur le plateau de Saclay (91), une étude est menée sur les animaux susceptibles de provoquer des ravages dans les cultures.

Dans les Yvelines (78), une activité de meunerie se développe à partir de matières premières bio et locales.

À Milly-la-Forêt (91), un agriculteur a pu créer un élevage de volailles certifié Agriculture biologique, destiné à la vente en circuit court.

L'Europe favorise la coopération entre les régions

Grâce au soutien de l'Union européenne, l'Île-de-France et les régions de 7 autres pays du nord-ouest de l'Europe coopèrent pour financer des projets hautement innovants dans différents secteurs : innovation, per-

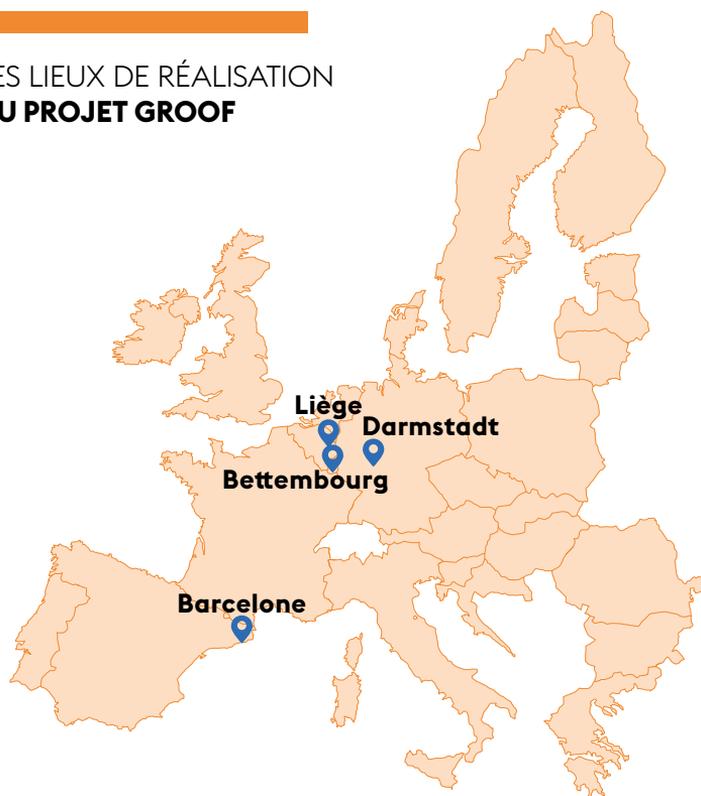
formance énergétique, réduction des émissions de gaz à effet de serre, réutilisation des ressources matérielles et naturelles, transports et technologies à faibles émissions de carbone... Depuis 2014, 24 millions d'euros ont

été investis dans des projets impactant le territoire francilien.

C'est le cas du projet Groof («Greenhouses to Reduce CO₂ on RooFs»), financé par le programme européen Interreg Europe du Nord-Ouest et auquel la Région Île-de-France est associée.

Groof a pour ambition de réutiliser la chaleur et le CO₂ émis par l'activité des bâtiments pour alimenter des serres situées sur les toits, favorisant ainsi la production de fruits et légumes en milieu urbain.

LES LIEUX DE RÉALISATION DU PROJET GROOF



© Guillaume Binet/MYOP

La chaleur et le CO₂ émis par l'activité des bâtiments sont réutilisés pour alimenter des serres situées sur les toits.

Ce projet, dont le budget total s'élève à plus de 6 millions d'euros, mobilise 3 partenaires franciliens, parmi lesquels le Centre scientifique et technique du bâtiment, l'Institut technique de l'horticulture et les Jardins de Gally. L'Île-de-France bénéficiera de ce projet dès 2020 avec l'installation d'une serre à Saint-Denis (93).

Une politique d'innovation à l'échelle européenne

La Région mobilise des partenaires en Île-de-France pour mener des projets hautement innovants financés par l'Union européenne dans des domaines très variés : éducation, recherche, innovation, culture, protection de l'environnement... C'est ainsi que l'Europe devient, pour des milliers de Franciliens, synonyme de mobilité et de partage.

Près de
4 300 projets
de recherche et d'innovation,
transnationaux ou collaboratifs,
ont été menés sur le territoire
dans le cadre du programme
Horizon 2020

3,5 Mds €
investis sur
le territoire
dans le cadre
d'Horizon 2020

l'Île-de-France,
**1^{re} région
européenne
bénéficiaire**
de ce programme



116 projets
d'échanges scolaires,
surtout avec l'Italie et l'Espagne

135 projets
pour l'innovation,
principalement
avec des partenaires
espagnols et italiens



54 000
Franciliens
sont allés étudier dans
un autre pays européen

55% de femmes

Âge moyen : **23 ans**

Pays de destination :
**Royaume-Uni, Espagne,
Allemagne**

**32 projets dédiés à la
protection de l'environnement
et du climat** ont été menés
avec des structures franciliennes,
grâce aux **65 millions d'euros**
du programme Life

**3 projets d'innovations
urbaines** menées à Paris
et à Sevran (93) pour
15 millions d'euros

ont permis des expérimentations
de lutte contre les îlots de chaleur
ou des projets d'économie
circulaire (chiffres depuis 2014)



Environnement, ruralité, quartiers : l'Europe au service des territoires franciliens

© Qarnot Computing

Une start-up des Hauts-de-Seine, une brasserie bio au cœur de la Seine-et-Marne, une passerelle en Seine-Saint-Denis : un inventaire à la Prévert ? Non, autant d'innovations et de transformations soutenues par l'Europe et la Région, et qui contribuent au développement du territoire francilien.

QARNOT COMPUTING : UN CHAUFFAGE ÉCONOMIQUE ET ÉCOLOGIQUE

La production et le stockage de données et de calculs qu'elles génèrent consomment énormément d'énergie. Elles sont donc génératrices de CO₂ et produisent une chaleur

considérable, des calories que l'on appelle en physique « chaleur fatale ».
« En 2016, la chaleur dégagée par les data centers dans le monde aurait pu chauffer la moitié de l'Europe », révèle Quentin Laurens, responsable des relations publiques de Qarnot Computing, une start-up de Montrouge (92). Cette chaleur fatale, Paul Benoît, fondateur en 2010 de Qarnot Computing avec

Miroslav Sviezeny, l'avait identifiée depuis longtemps. L'informaticien avait remarqué que les 6 ordinateurs de son bureau suffisaient à chauffer la pièce. Dès lors, une idée avait germé dans l'esprit de ce spécialiste des réseaux d'intelligence bancaire : pourquoi ne pas créer un radiateur-ordinateur dont la puissance de calcul pourrait être commercialisée, et qui fournirait un chauffage gratuit, au lieu d'être gaspillée dans des data centers



Avec l'aide de la Région et du FEDER notamment, la start-up Qarnot Computing réutilise la chaleur produite par des ordinateurs pour chauffer des logements.

excentrés et gigantesques ? En 2012, un premier prototype est construit et, dès 2013, l'innovation est testée dans un immeuble de la Régie immobilière de la Ville de Paris (RIVP). Les résultats sont suffisamment prometteurs pour que la Région Île-de-France (à travers ses programmes Innov'up et PM'up) et l'Union Européenne (FEDER, Horizon 2020, Eurostars) décident de soutenir Qarnot Computing. Au total, la start-up reçoit plus de 750 000 euros d'aides européennes qui lui ont permis de développer ses projets.

UN ÉCOSYSTÈME OÙ LE DÉCHET DEVIENT RESSOURCE

Aujourd'hui, plus de 1 000 radiateurs nommés Q-H1 sont installés dans toute

la France, dont une première mondiale : un bâtiment de 2 étages de bureaux et 4 étages de logements sociaux pour Gironde Habitat, entièrement chauffé au « big data » ! Ce succès permet de penser aux prochaines étapes avec, en particulier, la création de plateformes numériques pour gérer les bâtiments intelligents* et les données informatiques. La mise au point d'une chaudière électronique produisant aussi de l'eau chaude, et d'un système de climatisation sont également à l'étude. Car si l'on peut produire de la chaleur, on peut aussi produire du froid, ce qui permettra d'exploiter la « chaleur

* Bâtiments qui disposent de fonctionnalités susceptibles de simplifier la vie de ses habitants au quotidien, de réaliser des économies d'énergie et d'apporter un certain niveau de confort et de sécurité.

fatale » toute l'année. Une méthode novatrice pour accélérer un cercle vertueux : dès maintenant, les radiateurs-ordinateurs réduisent de 78% les émissions de CO₂ par rapport à un data center classique. Sans générer de coûts, puisque, depuis sa création, Qarnot Computing continue de suivre un business model original : l'entreprise commercialise sa puissance de calcul, mais ne facture pas la chaleur. « *Qarnot Computing fait face à un enjeu écologique qui est de créer un écosystème où le déchet devient ressource*, résume Quentin Laurens. *Mais il y a aussi un enjeu politique : que choisir ? Des données stockées localement, et au bénéfice de chacun ? Ou des données exportées, sans contrôle de leur usage, et à un coût environnemental élevé ?* »

PACHAMAMA : UNE BRASSERIE DANS LA FORÊT

Loin de la high-tech, même s'il l'utilise souvent, l'artisanat européen est vivace, novateur et riche en valeurs de partage. Synonyme de savoir-faire, il est aussi un vecteur fort de lien social. Au sud de la forêt de Fontainebleau, dissimulé dans un entrelacs de rivières, de marais et de champs, le hameau de Cugny (77) semble un havre bucolique, hors du temps et résolument rural. Pourtant, pendant un siècle, Cugny a vécu au rythme de la révolution industrielle : toute sa population active, à l'exception des exploitants de sa grande ferme, travaillait à l'usine de dynamite de la Société française des explosifs, en activité de 1887 à 1987. Ce site industriel qui a employé jusqu'à 300 personnes a donné au hameau sa physionomie puisqu'une cité ouvrière y a été érigée dans les années 1920 pour loger le personnel. « *Quand l'usine a fermé, Cugny aurait pu devenir une ville-fantôme* », explique Sylvain Boursier, fondateur avec Boris Penot de la brasserie Pachamama (« la terre-mère » en quechua). Celle-ci joue résolument la carte de l'économie locale en utilisant 50 % de malts produits dans un rayon de 25 kilomètres

autour de l'ancienne ferme du hameau où elle est installée. Et la quasi-totalité de ses bières artisanales sont distribuées dans la région.

DES BIÈRES EN AMATEURS AU SUCCÈS COMMERCIAL

Pourtant, il y a quelques années, rien ne prédisposait les 2 amis, jusque-là guides naturalistes en forêt de Fontainebleau, à devenir brasseurs : « *Nous faisons des bières en amateurs, pour nos amis, se souvient Sylvain Boursier. Puis, à partir de 2014-2015, nous nous sommes rendu compte que la demande était suffisante pour en faire notre activité. Nous y avons alors investi toutes nos économies.* » Dès le démarrage, en 2016, le succès est au rendez-vous. Sans publicité, l'amitié, le bouche-à-oreille et les réseaux sociaux fonctionnent parfaitement : le public comme les professionnels de la restauration plébiscitent Pachamama, qui a besoin de nouveaux investissements. Après avoir instruit le dossier, la Région et le FEADER rendent le projet possible, avec des financements respectifs de 13 702 euros et 20 554 euros consacrés à l'achat de nouvelles cuves et d'une machine à embouteiller.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Les fonds européens financent le développement de start-up dans toute l'Île-de-France : Bond'Innov à Bondy (93), la Turbine, l'écocité de l'innovation de Cergy-Pontoise (95), SQY Club à Saint-Quentin-en-Yvelines (78) ou encore via Scientipôle Croissance à Massy (91).

Aujourd'hui, Pachamama produit environ 600 hectolitres par an, et la brasserie, en particulier aux beaux jours, accueille le public. Avec toujours le même cap : « *L'idée n'est pas de faire de Pachamama une multinationale, insiste Sylvain Boursier. Notre développement s'est toujours fait en réponse à la demande, et nous entendons rester fidèles à notre ancrage local : nous sommes Franciliens, Seine-et-Marnais, et de Cugny !* »

L'Union européenne et la Région ont permis d'accroître la production de la brasserie.





La passerelle de Noisy-le-Sec a bénéficié du Fonds européen de développement régional.

UN PONT ENTRE LES QUARTIERS

Rapprocher les peuples est un des fondements de l'Union européenne. Il est donc logique que l'Europe déploie des politiques visant à créer des liens, y compris au niveau local. À Noisy-le-Sec (93), c'est un pont entre 2 rives qui permet à un territoire coupé en 2 de se redéfinir. Cofinancée par le FEDER à hauteur de 970 000 euros et inaugurée en novembre 2019, la passerelle Romy-Schneider représente un maillon essentiel de l'ancrage dans la ville de la ZAC Quartier durable Plaine de l'Ourcq. Un ensemble résidentiel de 600 logements est en train d'y voir le jour, à la place d'une friche industrielle située

le long de l'Ourcq. En reliant les 2 rives de ce canal, la passerelle va permettre aux habitants d'éviter un large détour jusqu'au pont de Bondy ou à la passerelle de Bobigny (93) pour accéder à la portion de Noisy-le-Sec située sur l'autre rive. La passerelle Romy-Schneider va également contribuer à animer le quartier et à ouvrir la ville sur le canal de l'Ourcq où une longue promenade aménagée est ouverte aux piétons et aux cyclistes. Enfin, les habitants du nouveau quartier pourront rejoindre plus facilement le parc de la Bergère ainsi que la gare multimodale Pablo-Picasso à Bobigny (desservie par la ligne 5 du métro, le tramway T1 et plusieurs lignes de bus). D'une longueur de 137 mètres, la passerelle Romy-Schneider est construite en acier Corten.

Extrêmement résistant aux intempéries, ce matériau apporte aussi à l'ouvrage d'art une qualité esthétique qui en fait un édifice remarquable.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Dans les quartiers prioritaires, l'Union européenne finance la réhabilitation thermique de logements pour aider des familles à réduire leur facture énergétique. Elle soutient plus de 1 700 ménages, à Guyancourt, Montigny-le-Bretonneux (78), Bagneux (92), Fontenay-sous-Bois (93), Pontoise ou encore Osny (95).

Regards croisés sur une Europe solidaire et sociale

*Ils sont Franciliens et l'Europe
a changé leur quotidien.*



© Cécile Muzard


**LE TROPHÉE
« INNOVATION »
A ÉTÉ DÉCISIF
POUR LA
PÉRENNITÉ
DE MON PROJET**

Leslie Marel

**Fondatrice de Biomarel, lauréate 2018
du concours « Créatrices d'avenir »**

«  e suis
ingénieure
biologiste
de formation.

Il y a 4 ans, j'ai fait la connaissance d'une personne que la maladie de Charcot privait de la possibilité de communiquer. Avec mon conjoint, informaticien, nous avons développé un dispositif lui permettant d'utiliser un ordinateur grâce aux mouvements des yeux et de la tête. Le premier mot qu'a écrit cette personne était "Merci". C'est à la suite de ce premier prototype que nous avons décidé de créer Biomarel, en 2018. Mais le démarrage d'une entreprise de ce type est complexe : Biomarel doit à la fois industrialiser son invention,

le BMconnect, la commercialiser et imaginer de nouveaux produits. Tout cela demande des ressources importantes, en personnel comme en investissements, alors que nous sommes engagés dans une démarche de prise en charge du dispositif par la Sécurité sociale et par les mutuelles. Après une première subvention des laboratoires AstraZeneca, nous avons été récompensés par le trophée Innovation du concours « Créatrices d'avenir », soutenu par le Fonds social européen. Ce trophée s'est accompagné d'un prêt d'honneur. C'est un pas décisif, qui nous permet de poursuivre notre effort. Pour pérenniser cette jeune entreprise, nous avons également lancé une campagne de financement participatif. Aujourd'hui, Biomarel emploie 3 personnes, plus une alternante ».



© Mamadou Diallo

Mamadou Diallo

Étudiant en CAP conducteur d'installations de production

« Lorsque je suis arrivé de Guinée, en 2015, j'avais 22 ans et je ne parlais qu'un petit peu le français ! Mais je voulais suivre une formation en mécanique. Au départ, cela n'avait rien d'évident : mon métier de base est la menuiserie, et j'avais arrêté l'école en 2010. De plus, j'étais seul en France, sans famille. J'ai suivi tout le parcours de demandeur d'asile, puis de réfugié. Grâce à l'association Réfugiés Bienvenue, j'ai été accueilli par une famille parisienne qui a beaucoup contribué à mon intégration, et m'a encouragé à postuler à un CAP en alternance. J'ai contacté le Greta* des métiers

et techniques industrielles du Val-de-Marne, à Créteil (94), qui, avec l'aide du Fonds social européen, a décidé de soutenir mon parcours. En décembre 2018, j'ai commencé ma formation par une remise à niveau, puis j'ai débuté mon CAP en alternance à l'usine Renault de Choisy-le-Roi (94). Ma formation va durer jusqu'en mars 2020. Aujourd'hui, j'habite avec un ami dans un deux-pièces à Créteil, et je me forme au démontage des boîtes de vitesse, des culasses et des moteurs complets. Mon chef d'atelier m'a annoncé que je serais embauché en CDI à l'issue de mon alternance ! »

* Un Greta (groupement d'établissements) réunit des établissements publics locaux d'enseignement (EPL) qui mettent en commun leurs ressources humaines et matérielles pour proposer de la formation continue pour adultes.



**JE SERAI
EMBAUCHÉ EN CDI
À L'ISSUE DE MON
ALTERNANCE !**

Sandra Gidon

Directrice de l'Association d'accompagnement global contre l'exclusion (Adage)

« Depuis plus de 10 ans, Adage a pour ambition d'apporter son aide à des femmes en situation de grande précarité : parfois, le cumul de difficultés est tel qu'il leur est devenu impossible d'agir sur leur propre destin. Nous apportons chaque année à environ 300 d'entre elles une aide articulée autour de 4 thèmes : retrouver sa dignité, en apprenant à se connaître et à connaître le monde qui nous entoure ; oser prendre la parole et s'exprimer, en particulier sur des sujets de société ; comprendre l'environnement social et professionnel, les droits et les devoirs de chacune et de chacun ; enfin, accéder à la culture, aussi bien comme consommatrice que comme productrice. C'est dans ce cadre que nous avons lancé plusieurs projets avec la Région et le Fonds social européen, dont

la réalisation d'un film. Les femmes qui se sont engagées dans ce programme s'y sont consacrées 28 heures par semaine, pendant 5 mois. C'est un temps long, mais très dense : elles y ont appris d'abord à décrypter les images et leur pouvoir, puis elles ont écrit, joué et réalisé une mini-fiction, avant de présenter celle-ci à nos partenaires et à d'autres associations, dans des salles comme le Louxor, à Paris. Appelée "Un pas vers l'emploi : les femmes font leur cinéma", cette opération synthétise notre ambition : offrir un tremplin aux femmes exclues et leur permettre d'aller là où elles veulent se rendre. »



**NOTRE AMBITION :
PERMETTRE
À DES FEMMES
EXCLUES
D'ALLER LÀ OÙ
ELLES VEULENT
SE RENDRE**

© Sandra Gidon



- ⓪ Se renseigner sur l'action européenne et les appels à projets en cours en Île-de-France :
www.europeidf.fr

- ⓪ Demander un accompagnement à la Région dans le cadre d'une demande de financement européen :
europe@iledefrance.fr

- ⓪ S'informer sur l'action de la Région auprès des institutions européennes à Bruxelles :
www.iledefrance-europe.eu

- ⓪ Prendre contact avec les centres d'information Europe direct (CIED) à Paris, en Seine-Saint-Denis, dans le Val-d'Oise, dans les Yvelines :
www.europedirectfrance.eu



© Laurent Villeret/Dolce Vita/Picturestock



© Laurent Villeret/Dolce Vita/Picturestock



© Région Île-de-France



© Cyrus Cornut



© Région Île-de-France



© Région Île-de-France



Région Île-de-France

2, rue Simone-Veil
93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85

www.iledefrance.fr
www.europeidf.fr

 **RegionIleDeFrance**

 **@iledefrance**

 **iledefrance**



UNION EUROPÉENNE
Ce document est
cofinancé par les Fonds
européens structurels
et d'investissement